



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

La crise, condition pour encore moins de droits sociaux, moins de salaire, et plus de temps de travail

Cet été, restons plus que jamais mobilisés

Macron promet encore une fois du sang et des larmes dans les semaines et les mois à venir. C'est ce qu'il prédit dans son interview dans la presse régionale la semaine dernière : "Reconstruire" l'hôpital sans réels moyens financiers et sans augmenter les personnels de manière significative, en se moquant ouvertement de celles et ceux qui ont fait un formidable boulot ces derniers temps, et qui le font encore.

Le "Ségur de la santé" ne sert qu'à redorer son blason public. **Il fallait faire mine de s'intéresser aux conditions d'accès aux soins ainsi qu'au travail quotidien des équipes à l'hôpital.** Les résultats, comme nous pouvions nous en douter, seront bien en deçà des attentes et des revendications des organisations syndicales, la colère ne s'apaisera pas bien au contraire.

Il nous prédit également des dizaines de milliers de licenciements dans tous les secteurs ou presque. Pourquoi une telle évidence et une telle croyance inéluctable quand les mécanismes de chômage partiel existent et qu'ils font la preuve de leur efficacité ? **L'État, notre argent, doit garantir** le maintien au travail ou en formation pour l'ensemble des salariés dans toutes les entreprises, dans toutes les branches. Les cotisations sociales doivent être payées dans toutes les entreprises qui dégagent des bénéfices et dividendes au titre de 2019, les autres les paieront plus tard.

Le chômage n'est pas une fatalité, c'est un choix économique et de rentabilité du patronat. Macron nous dit : *"Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie française : la préférence pour le chômage. Le modèle français classique, c'est d'accepter des plans sociaux massifs, ensuite d'avoir un système très généreux qui les indemnise. Au fond un modèle qui fait que nous n'avons pas réglé le problème du chômage de masse"*.

Parler du chômage comme d'une maladie **c'est faire un bras d'honneur aux dizaines de travailleurs** qui sont privés de travail par des décisions qui ne leur appartiennent pas. C'est une façon de laisser penser que **les chômeurs, comme les malades, seraient responsables de leur situation** et donc des "dépenses" liées à la Sécurité Sociale et à l'assurance chômage.

Il affirme à voix haute qu'être à la recherche d'un boulot pour pouvoir sortir de la précarité et de la non reconnaissance par le travail serait plus bénéfique que de se lever tous les matins pour aller au turbin. **De qui se moque ce messenger du capitalisme et surtout à qui il parle ?** Pas aux personnes que nous connaissons, il converse et rassure sa caste bourgeoise. **C'est un discours hautain et dédaigneux** qui méprise le monde du travail, ceux qui n'en ont plus ou ceux qui vont le perdre. C'est la même chose quand il dit qu'il va falloir travailler plus longtemps pour pouvoir partir en retraite et que les 35 heures sont archaïques.

Les travailleurs accepteraient les "plans sociaux massifs". Où a-t-il vu ça ? Dans le 8^{ème} arrondissement, au Touquet ? Là encore, c'est une immense insulte faite aux salariés, additionnée au mépris de classe. Les camarades, avec les salariés, qui se battent quotidien-

nement pour éviter les délocalisations, les fermetures et contre les licenciements apprécieront. **Le modèle qui fait que nous n'avons pas réglé le chômage de masse est le modèle économique en place, à savoir le capitalisme.**

**Toutes celles et ceux mis en lumière
qui étaient en première ligne pour soigner, pour la sécurité,
l'alimentation, le transport, etc...
sont redevenus les oubliés d'avant la crise.**

**Nous devons montrer notre colère et notre détermination
à changer radicalement de logique économique,
plus respectueuse de l'humain et de la planète.**

**Nous devons convaincre de nos actions
et de nos revendications pour changer la société.**

**TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION DÈS LE 14 JUILLET,
SOIGNANTS ET TRAVAILLEURS DE TOUS LES SECTEURS.**



RASSEMBLEMENT DEPARTEMENTAL

ET MANIFESTATION

MARDI 14 JUILLET à 10h00

Place Malus à BOURGES